Conseil communal de Lausanne

Rapport de la commission N° 31

Chargée de l'examen du préavis N° 2019/10 : Organisation, compétences et actions communales relatives à la problématique de l'amiante.

Réponse au postulat de M. Guy Gaudard : « Amiante : danger mortel »

Présidence :	Mme Diane WILD
Membres présents :	Mme Alix AUBERT, M. Louis DANA (r. Mme DECOLLOGNY), M. Guy GAUDARD, Mme Sophie MICHAUD GIGON, M. Pierre OBERSON, M. Roland PHILIPPOZ, M. Jacques-Etienne RASTORFER, Mme Graziella SCHALLER (r. M. VOUILLAMOZ), M. Roger VAGNIERES
Excusé-e-s :	Mme Nicole CHRISTE Cheffe du Service d'architecture, Mme Anne-Françoise DECOLLOGNY, M. Musa KAMENICA, M. David RAEDLER, M. Vincent VOUILLAMOZ
Pour la Municipalité :	Mme Natacha LITZISTORF directrice du logement, de l'environnement et de l'architecture
Pour l'administration :	M. Yves DEILLON Secrétaire général de la Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture M. Martin JUNIER Adjoint au délégué à l'environnement,
Notes de séances :	Mme Claudia BRAILLARD Assistante, Service d'architecture que nous remercions pour ses notes

Lieu : rue du Port-Franc 18, 3^{ème} étage, salle 368

Date : le 10 mai 2019

Début et fin de la séance : 17h00 - 18h40

La présidente ouvre la séance et passe la parole à Mme Litzistorf.

1. Objet du préavis

Après les présentations d'usage Mme Litzistorf mentionne que bien que la Municipalité soit au courant de la problématique de l'amiante et de son effet néfaste sur la santé et l'environnement, elle remercie le postulant de sa démarche politique qui a permis d'accélérer et d'avancer sur le sujet. Ceci a permis de mieux cerner les enjeux, de mieux appréhender le jeu de tous les acteurs du domaine, de clarifier les procédures et d'établir un plan d'actions.

2. Discussion générale

Le postulant remercie la Municipalité d'avoir été sensible au problème de l'amiante et relève qu'en ce moment on se trouve dans des phases importantes de rénovations d'immeubles des années 70-80 qui étaient souvent construits avec des éléments à base d'amiante. Beaucoup de travaux ne sont pas soumis à autorisation (par exemple changement d'une cuisine) et souvent le diagnostic amiante n'a pas été fait. Il précise qu'il existe des mesures de protection basiques comme des masques spécialement pour l'amiante et des combinaisons légères pour protéger les habits.

Il insiste sur le fait que l'amiante est un matériau très vicieux, qui s'infiltré dans les poumons et se développe sous forme de plaque pleurale, asbestose qui peut se transformer en mésothéliome qui est un cancer du poumon dont on ne guérit pas. L'amiante peut rester entre la plèvre et le poumon pendant 30 ans sans bouger, mais quand la fibre se réveille on meurt en quelques mois. Il raconte que son patron d'apprentissage en est décédé ainsi qu'un de ses collaborateurs en 2011. Il insiste sur le fait que ce problème n'appartient pas au passé. Récemment encore, on a pu lire dans les journaux qu'au 5^e étage du

Conseil communal de Lausanne

CHUV, les travaux ont été stoppés car des joints à base d'amiante ont été repérés dans les placo-plâtres. Pourtant une première expertise amiante n'avait rien décelé. C'est pourquoi, il incite toujours à la plus grande prudence lorsqu'il y a des travaux de meulage dans un appartement.

Le préavis répond à 90% à ses préoccupations, mais il a 10% de réserve sur les toits en Eternit qui n'y sont pas traités ainsi que quelques doutes quant à la traçabilité des déchets.

Le postulant note avec satisfaction que sa demande de mettre des panneaux de chantier sur lesquels figure l'information qu'un désamiantage avait eu lieu a été prise en considération.

Il a rencontré Mme Solange Peters, oncologue au CHUV, qui lui a fait part d'une recrudescence de cancers dus à l'amiante chez les sanitaires, et parfois leurs épouses. L'explication serait que lorsque le sanitaire rentre chez lui avec ses habits couverts de poussières d'amiante, l'épouse les secoue avant de les laver ; elle se trouve alors en contact avec les poussières. Pour le moment, le CHUV ne comprend pas pourquoi cette corporation est particulièrement touchée. L'amiante est très vicieux et même si la probabilité que l'on respire de l'amiante reste faible, elle existe.

Il rappelle le fameux procès de l'amiante en Italie où le responsable Schmidheiny a tout fait pour le retarder, gagnant ainsi du temps pendant lequel les victimes mouraient évitant le procès. Cela a incité le Conseil fédéral à prendre deux mesures : donner CHF 130'000.-- pour tort moral aux personnes atteintes d'un mésothéliome, et reconnues par la SUVA, et leur donner CHF 100'000.-- pour renoncer à faire un procès. Il trouve que cette démarche est bien, car elle permet d'éviter un procès. Il est vrai que la Suva demande quand et où la personne a été intoxiquée ; après 30-40 ans il est impossible de savoir précisément où on travaillait.

Un commissaire trouve qu'il manque un point concernant l'impact sur la santé publique, sait-on aujourd'hui quel est l'impact sur les collaborateurs de la Ville ? Il lui est répondu qu'il est difficile de répondre à une question pour laquelle on dispose de très peu voire pas de données. Il n'est pas possible de dire si des collaborateurs ont été atteints dans leur santé à cause de l'amiante.

Un commissaire est satisfait de constater que dans ce préavis il y a des avancées et des modifications nouvelles notamment dans les dispositions cantonales. Il constate qu'il y a une nécessité d'approfondir cette question, de rester vigilant et d'affiner un certain nombre de procédures. Le descriptif de la situation il y a deux ans était catastrophique, alors que le préavis semble à l'inverse extrêmement optimiste. Il ajoute qu'il est certain qu'il y a de l'inégalité entre les entrepreneurs très précautionneux par rapport à leurs employés et les autres qui préfèrent prendre les marchés sans se préoccuper du danger. Il est donc utile que les contrôles soient faits lors de travaux soumis à autorisation.

Le postulant ajoute qu'il y a souvent une concurrence accrue sur les désamiantages avec des expertises plus ou moins strictes. Il cite l'exemple de la tour Bel-Air qui a fait polémique sur le nombre de prélèvements réalisés. Il relève que souvent la personne à la Ville qui traite les permis de construire n'est pas formée pour interpréter les rapports amiante. Le canton s'est aperçu de cette lacune et apporte maintenant une aide pour leur lecture. Il y a aussi une autre catégorie de personnes qui effectuent des travaux, ce sont les bricoleurs qui changent eux-mêmes leurs fenêtres ou autres, sans se préoccuper de l'amiante. Une hotline pourrait être utile pour obtenir des informations.

Il revient également sur l'Eternit et émet une réserve sur le fait de dire que si on n'y touche pas, on ne risque rien. Il donne l'exemple du bassin rameurs du rowing club du Lausanne-Sports où se trouve une trentaine de pare-soleils en Eternit. Ils sont là depuis l'Expo 64. On ne peut pas garantir qu'ils ne se soient pas désagrégés.

Mme Litzistorf relève que la démarche politique en cours n'est pas due uniquement à ce postulat. Elle explique que dans le cadre de discussions avec les différents acteurs du domaine, elle a été choquée de constater que certains d'entre eux ne se sentent pas concernés. Cette attitude a poussé la Municipalité à jeter un regard sur le jeu des acteurs. On voit bien qu'au niveau de l'organisation et des règles à respecter lorsque l'on fait un diagnostic amiante, il y a un souci. Ce sont ceux qui font les diagnostics qui posent les règles. La Suva qui est censé protéger les travailleurs n'a pas de réponse. Il est vrai que l'on manque de recul dans ce domaine. Un autre point concerne les entreprises qui sont dans ce marché. Au début des

Conseil communal de Lausanne

diagnostics amiante, beaucoup de petits bureaux en mal de reconversion, ont vu là un marché juteux à prendre, sans beaucoup de formation. Il y a donc eu une période où les documents produits manquaient de qualité. La qualité de la formation donnée maintenant peut être améliorée, mais il s'agit là encore d'un autre acteur. Tout cela montre le nombre d'acteurs différents concernés par le sujet. Ce postulat a permis, au niveau institutionnel Ville-Canton, de se poser les bonnes questions et de prendre plus vite et mieux en mains cette problématique amiante.

Plusieurs commissaires sont frappés par le scepticisme général, le manque d'information et le manque de message clair de prévention. Est-ce que la Suva a défini que le port des masques est obligatoire sur les chantiers ? Ne pourrait-on pas mettre devant les enseignes de bricolage des masques à vendre avec une information aux bricoleurs. Est-ce qu'un particulier qui refait sa salle de bains risque quelque chose ? Dans quelle mesure est-ce que l'on peut informer les particuliers du risque qu'ils encourent en bricolant ? Doit-on sensibiliser toute la population ?

Le postulant pense que la réaction de la Ville et du canton a conduit l'ASCA (Association Suisse des Consultants Amiante) à augmenter ses exigences dans les cours de diagnostiqueur amiante et à renforcer la matière durant les examens. En outre, le fait que certaines entreprises de désamiantage aient été exclues par la Ville, a permis à la profession de prendre conscience qu'il y avait un problème de compétences et des standards demandés dans ces cours. Ils ont restructuré et des membres ont même été exclus de l'ASCA. Ceci montre que ce thème n'est pas pris à la légère. C'est vrai aussi, qu'il y a un sacré scepticisme de la part de la population et du politique sur le problème de l'amiante.

Il précise que depuis 1991 l'amiante est interdit en Suisse et ajoute que si un carrelage avec colle d'amiante n'est pas touché, en principe il n'y a pas de risque. Par contre, l'amiante a aussi souvent été utilisé dans les embrasures de fenêtre et c'est vrai que lorsqu'on démonte sa fenêtre on court éventuellement un risque. Il ne faut pas penser non plus qu'à chaque trou percé, de l'amiante sort du mur, il ne faut pas dramatiser.

Au sujet de l'information il est rappelé que l'année passée il y avait eu au Palais de Rumine une exposition sur le sujet où une maquette d'une maison était exposée et montrait où on risquait de trouver de l'amiante.

Une autre commissaire est de l'avis que la population a bien conscience du danger que provoque l'amiante mais qu'il est toujours difficile de savoir ce qui crée le problème de santé qui est souvent dû à un cumul : exposition répétée et durée qui sont des risques que l'on retrouve d'ailleurs dans d'autres substances que l'amiante. En tant que propriétaire on est démuni et il serait utile d'avoir des pistes, des conseils pratiques sur ce qui peut être fait ou pas. Faire peur ne sert à rien, en revanche donner des solutions et mieux informer le citoyen est essentiel.

Pour un commissaire le plus délicat est l'entreposage des déchets.

3. Discussion point par point

Seuls les points ayant suscité des interventions sont mentionnés.

Point 1 – Résumé - Dernier §

Pour répondre à la question d'un commissaire, M. Deillon précise que tous les bâtiments de la Ville ont fait l'objet d'un diagnostic amiante, avec 3 catégories : les 1 et 2 (où il y avait un risque pour les habitants ou les utilisateurs des locaux) ont été traités. On trouve dans les bâtiments en catégorie 3 de l'amiante aggloméré qui ne peut s'échapper en usage normal. De plus, il est préconisé de refaire les diagnostics amiante qui ont été faits il y a plus de 5 ans. Les analyses et les méthodes de travail ont évolué et c'est pour cela que ce préavis propose qu'un nouveau diagnostic soit fait pour les bâtiments Ville contenant encore de l'amiante. Cela permet de vérifier qu'il n'y a pas eu de dégradations et de profiter des nouvelles méthodes de travail.

Point 4 – Généralités

Le postulant rappelle que les personnes qui sont reconnues malades de l'amiante par la Suva doivent signer un document comme quoi elle renonce à tout dédommagement financier et s'astreindre chaque année à un

Conseil communal de Lausanne

scanner et à une visite chez le pneumologue. Elles sont considérées comme « malades professionnelles ». Tant qu'elles font ces examens, la Suva couvre les frais.

Un commissaire note que le préavis se réfère essentiellement au domaine de la construction mais au point 4 il est mentionné un certain nombre d'éléments tels les bacs à fleurs, les gants d'amiante... Il y a déjà eu des campagnes pour récolter ces objets potentiellement dangereux, mais ils existent encore dans le quotidien. Il pense qu'il y a un vrai intérêt à susciter périodiquement la dépose de ces objets.

Point 5.2 et 5.3 – Niveau cantonal et Niveau communal

Un commissaire précise qu'un diagnostiqueur amiante devrait être totalement indépendant d'une entreprise de maçonnerie. Mme Litzistorf abonde dans ce sens et M. Deillon ajoute que suite aux interventions du postulant à la Commune ou au Canton, l'Etat a commencé à vérifier systématiquement les diagnostics amiante. Au début, env. 70 % des rapports n'étaient pas conformes aux directives. Le canton a dû prendre des mesures pour mettre de l'ordre et éviter les conflits d'intérêts et maintenant c'est le canton qui publie la liste des entreprises agréées. Cependant, pour les sociétés d'actionariat, il est difficile de savoir s'il y a un conflit d'intérêt.

Point 5.4 – Responsabilités des privés

Le postulant précise que beaucoup de gens ne font pas de DA (diagnostic amiante) pour des questions d'économie et si les professionnels du bâtiment le demande ils n'obtiennent pas le travail. S'agissant d'un problème de santé publique, il se demande dans quelle mesure le canton ne pourrait pas intervenir sur ce point en proposant par exemple de participer à hauteur de 40 % au coût du diagnostic amiante pour inciter les entreprises à le faire.

Point 6.2 – Groupe amiante de la commune

Quelle est la formation suivie par les personnes du Groupe amiante ?

M. Junier précise qu'il a suivi la formation de diagnostiqueur amiante qui dure 5 jours. Il est à même de reconnaître des éléments amiantés et de prélever des échantillons. Il n'a pas eu l'occasion d'exercer mais a un œil critique sur les rapports-diagnostic amiante et peut voir si ceux-ci sont de bonne qualité.

Est-ce que tous les travaux d'assainissement nécessaires ont été effectués ?

M. Deillon répond par l'affirmative et précise que tous les bâtiments avec risque de libération d'amiante en usage (catégories 1 et 2) ont été assainis. Il reste les bâtiments en catégorie 3 qui ont de l'amiante aggloméré. Pas encore de travaux, mais avec ce préavis on propose de refaire systématiquement un complément de diagnostic amiante pour être sûr qu'il n'y a pas eu d'évolution. Ce qui signifie que tous les bâtiments qui ont encore de l'amiante seront analysés.

Suite à une demande d'un commissaire, M. Deillon précise qu'un système d'information doit être mis en place pour tous les bâtiments avec un work-flow qui rappelle que tel bâtiment doit être réexaminé et s'il y a une intervention, elle sera parfaitement documentée. Ce n'est pas le cas pour les bâtiments privés.

Point 6.3.3 – Amiante dans les chantiers privés – rôle de la Commune

Une affiche a été élaborée pour les chantiers. Il s'agit d'un tableau qui contient une colonne avec les éléments amiantés et une colonne avec la date du désamiantage. Une personne qui entre sur le chantier sait ainsi exactement ce qu'il en est.

Point 7.2 – Action 2 : Réévaluation du degré d'urgence

Un commissaire demande si l'opération de réévaluation a déjà commencé.

Il lui est répondu que l'on attend puisqu'il y a un mécanisme financier qui doit être voté par le Conseil communal avant de pouvoir engager l'argent et attribuer des mandats.

Point 7.3 – Action 3 : Projet pilote information et communication

Un commissaire se réjouit de ce projet pilote et demande quand aura lieu son application. Il est répondu que des tests sont déjà en cours.

Conseil communal de Lausanne

Point 7.6.1 – Dénonciation

M. Deillon précise que dans le cadre de l'examen de tout le processus des permis de construire mené par la cour des comptes, il y a une volonté que les petits travaux ne soient plus soumis à autorisation, même à autorisation administrative. Pour compenser cela, il est prévu que ces travaux soient quand même annoncés à la Commune, qui enverra systématiquement une documentation avec les principaux éléments auxquels il faut faire attention et avec un chapitre traitant en particulier de l'amiante.

Point 7.6.2 – Incitation / information

Une commissaire demande qui sont les personnes les moins informées ou les plus vulnérables citées au premier paragraphe. Mme Litzistorf répond qu'il s'agit des personnes qui n'ont pas les ressources pour comprendre la thématique ou qui ne savent pas où aller chercher l'information.

Une commissaire demande s'il y aurait des personnes, autres que les entreprises et les propriétaires, qui devraient être informées, par exemple les locataires qui peuvent se trouver dans des situations « à risque » sans le savoir.

M. Deillon relève que dans certains baux commerciaux, de locaux bruts par exemple, les locataires font eux-mêmes leurs travaux. Bien que conscients du problème de l'amiante, les gens se ferment les yeux pour des raisons économiques. On doit travailler avec les agences de location et les associations pour les rendre attentifs à la procédure de demandes de permis de construire, à la procédure de l'amiante et aux risques inhérents à ce polluant.

Une commissaire ajoute que l'on pourrait voir quel serait le soutien « expertise » que l'on pourrait facilement obtenir sans devoir engager des montants exorbitants qui sont rédhibitoires.

M. Deillon précise que c'est pour cela que M. Junier de l'unité environnement a été formé pour pouvoir au moins dialoguer avec les gens et répondre à leurs questions.

Mme Litzistorf ajoute que le but n'est pas de faire peur à tout le monde, mais de mieux informer.

Un commissaire considère que si l'on informe, il faut également offrir des solutions.

Mme Litzistorf précise qu'il y a aussi des questions juridiques. Si on fait appel au BPA (bureau de prévention des accidents) pour faire un diagnostic de sécurité sur un objet, par exemple une balustrade, cela n'aura pas force exécutoire. Par contre, en cas d'accident, le juridique s'en mêle. On ne peut pas tout normer et il ne s'agit pas de faire peur, mais de prendre des mesures à un moment donné.

Point 9 – Résumé des actions communales et cantonales

Actions à mettre en place par la Commune - 2e tiret ajout d'une charge au permis de construire...est déjà appliqué.

Point 12.1 – Incidences sur le budget d'investissement

Il est expliqué que sur les 203 bâtiments mentionnés précédemment, certains ont été désamiantés. Il reste donc 180 bâtiments pour lesquels des compléments de diagnostic doivent être réalisés. Le collège de la Rouvraie a été assaini par étape durant les vacances scolaires. Il est assaini à 90%, le solde étant prévu pour 2019.

4. Conclusions

Les trois conclusions sont votées ensemble et **acceptées à l'unanimité**.